

Apologue

En conclusion, on peut dire que si la dissolution de l'Assemblée Nationale a effectivement « éclairci » les données de la situation politique comme le requerrait l'actuel président de la République, on constate qu'elle a surtout révélé celle-ci dans toute sa nudité ou plutôt son absolue « crudité ». Si l'on assiste bien à une décomposition au sein de la représentation nationale comme l'indique Jérôme Fourquet, celle-ci ne s'ouvre pas pour l'heure sur une recomposition. Le présent immédiat s'ouvre sur une « *Assemblée ingouvernable* », « *un corps social [et politique] dysfonctionnel, comme si les différents organes n'étaient plus faits pour travailler ensemble* »⁹.

Le processus de déconstitution de la sphère politique qui s'est manifesté à l'occasion de la dissolution de l'Assemblée et des élections législatives de 2024 n'est pas un phénomène récent, la séquence actuelle a seulement conduit à le poser en perspective historique. La profonde dislocation de la sphère politique apparaît pour ce qu'elle est, elle donne à voir une disjonction, un divorce, disjonction entre les citoyens et les groupes (partis) censés les « représenter », entre les attentes, aspirations, besoins, des différents éléments de la population et les orientations proposées, ou plutôt leur carence, réalité que mettent au jour plusieurs études et sondages, études qui viennent conforter le sens des quelques observations que nous avons recueillies auprès de citoyens locuteurs référents¹⁰.

Céline Bracq, directrice générale d'*Odoxa*, propose en ce sens une synthèse du sondage *Odoxa/Blackbone Consulting* : l'affirmation selon laquelle les Français seraient « dépolitisés » lui paraît trop hâtive. Une majorité d'entre eux déclare en effet s'intéresser à la politique (56%), ceci avec une certaine constance depuis plusieurs années. L'intérêt se révèle plus soutenu pour les plus âgés (66%). Et aussi pour ceux qui affichent une proximité partisane avec un pic pour les sympathisants socialistes (76%).

Cet intérêt pour la politique est toutefois généralement déconnecté de l'opinion qu'on porte sur les Partis politiques, 82% des « sondés » en ont une mauvaise opinion. Parmi les reproches qui leur sont adressés : manque d'honnêteté (90%), de crédibilité (85%). On leur reproche d'être éloignés des préoccupations des Français (85%), pas capables de proposer des solutions efficaces (81%).

La désaffiliation (et la désaffection) à l'égard des partis aurait, selon Céline Bracq, explosé en 2017 avec

l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, conduisant de nombreux français à la recherche de formes alternatives d'engagements. Il faut remarquer à cet égard que l'élection d'Emmanuel Macron réfractait déjà elle aussi un processus de désaffiliation à l'égard des partis en place (Parti socialiste, et hier Parti communiste, partis se réclamant du gaullisme)¹¹. Concernant les élections, les électeurs manifesteraient une certaine lassitude à l'égard des convocations électorales, sans doute en relation avec le fait que leur voix ne paraît avoir aucune influence réelle sur les décisions politiques. Il est en conséquence reproché aux partis d'être trop centrés sur les élections (72%), pour leur propre compte et sans doute au détriment des préoccupations de la population et des intérêts du pays.

Dans l'immédiat, on peut se poser des questions simples : Qu'est-ce qui fait défaut aujourd'hui pour qu'une vie politique digne de ce nom puisse prévaloir ou se reconstituer ? Faut-il imputer à la base de la société, aux citoyens, ou à ses sommets la « faute » de sa décomposition ? La « faute » réside-t-elle dans le peuple, le populisme, la stupidité congénitale, ou l'absolue incompétence politique des citoyens électeurs ? Non.

Si depuis quatre ou cinq décennies, la réalité économique et la disposition des forces de classes se sont trouvées profondément transformées, dans leur dépendance à un contexte international régi par le mouvement immanent du Capital, ce qui fait le plus défaut dans la situation actuelle ressort de l'absence de toute orientation politique générale, aucune orientation n'étant plus portée par les différents partis, ou organisations. L'essor vertigineux du *Rassemblement National* (et sans doute aussi des Insoumis) est aussi le fruit d'un tel abandon. Ce qui fait tragiquement défaut ce sont des orientations organisatrices, fondées sur une analyse des situations historiques toujours en mouvement, analyse qui seule permet de dresser des perspectives unificatrices pour toute la société – et non catégorie par catégorie, lieu partiel par lieu partiel.

Ou pour rester dans la langue de la marchandise, ce n'est pas la « demande » d'orientation politique générale qui fait défaut, ce qui fait défaut ce sont des « offres » politiques cohérentes se situant au regard du nécessaire et du possible.

11. Dans de prochaines publications, *Germinal* s'efforcera de retracer ce processus de déconstitution de la « chose politique » et de ses déterminations, en s'interrogeant sur l'évolution des conjonctures socio-politiques concrètes, depuis la fin de la « Deuxième Guerre mondiale », en France et dans le monde.

9. Jérôme Fourquet, référence citée.

10. Voir le sondage *Odoxa/Blackbone Consulting et le Rapport 2004 du Conseil Économique, Social et environnemental*.

GERMINAL

Apprendre, et ensuite apprendre aux autres. Nous devons étudier, nous autres ouvriers ; nous devons savoir, nous devons comprendre d'où vient que la vie est si dure pour nous. Fécondé-moi des semences de la raison et de la vérité, je vous le rendrai au centuple. *MAXIME GORKI*

Cahiers de formation politique

pour l'Union de la lutte historique des classes populaires n°spécial—déc 2024

Numéro spécial élections législatives

Une dissolution peut en cacher une autre Tragi-comédie en trois actes

Prologue

La séquence électorale de l'année 2024 (*Euro-péennes-Dissolution-Législatives*) constitue une nouvelle phase du processus de déconstitution de la vie politique de la nation, processus engagé depuis plusieurs décennies.¹

Au soir du dimanche 9 juin 2024, après publication des résultats des élections européennes, la décision de dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République, vingt jours avant les JO, a pris de court une partie de son entourage, et suscité au sein de la population divers sentiments allant de l'incompréhension à l'inquiétude ou à l'effroi.

Le Président escomptait, semble-t-il, de la tenue de nouvelles élections législatives, une *clarification* de la situation politique du pays. Il n'est pas certain que les conséquences qui en ont résulté soient celles qu'il avait envisagées : « *une majorité claire pour agir dans la sérénité et la concorde* ». De fait, la situation politique se montre aujourd'hui dans sa vérité, et nombre de ses protagonistes eux aussi ont été contraints de se dévoiler dans leur nudité. La séquence ne fait que révéler l'aboutissement d'un processus de dissolution durable et profond de la vie politique commune.

ACTE 1

Résultats des Élections européennes 8 et 9 juin 2024

Nombre de suffrages et nombre total de sièges par courant politique

Les 81 sièges à pourvoir étaient répartis de la façon suivante :

La France revient (RN)	7 765 000 voix	31,37%	30 sièges
Besoin d'Europe (Valérie Hayer)	3 614 000 voix	14,60%	13 sièges
Réveiller l'Europe (Socialistes, Glucksman)	3 424 000 voix	13,83%	13 sièges
La France insoumise - Union populaire	2 448 000 voix	9,89%	9 sièges
La droite	1 794 171 voix	7,25%	6 sièges
Europe Écologie	1 361 883 voix	5,50%	5 sièges
La France fière (Zemmour)	1 353 127 voix	5,47%	5 sièges

Le taux de participation s'est élevé à 51,49% (hausse de 1,37 point), le taux d'abstention 48,51%.

Sur le plan européen, le taux de participation est estimé à 51,05%.

Bien qu'il s'agisse d'élections au Parlement européen et non d'un scrutin à vocation nationale, le « verdict des urnes » est sans ambiguïté, comme y insiste son représentant, Jordan Bardella : le *Rassemblement National* remporte près d'un tiers des voix (36,8% avec le parti de Zemmour). Le groupement

présidentiel (Valérie Hayer) ne totalise guère plus d'un septième des voix exprimées (14,6%). Même si une alliance du bloc présidentiel avec les diverses gauches et la droite traditionnelle pouvait être envisagée, elle ne pouvait escompter bénéficier, au mieux, que de la moitié des suffrages exprimés. Le « verdict » est-il sans appel ? C'est sans nul doute ainsi qu'il est perçu du côté du *Rassemblement National*. Du côté du bloc présidentiel, si la défaite n'est pas mise en doute, on table encore sur la possibilité de « renverser

1. Sur le processus de constitution-déconstitution des instances politiques, voir Hélène Desbrousses, *Le Lieu politique. Constitution et déconstitution*, Centre de Sociologie Historique, Inclinasion, 2016.

la table”. Comme dans les westerns c’est à qui tirera le premier.

Selon la rumeur, le *Rassemblement National* se préparait depuis plusieurs mois à une éventuelle dissolution. Le 9 juin, Jordan Bardella s’exprime en ce sens (AFP 20h21-20h52), et appelle à de nouvelles élections législatives, par conséquent à la dissolution de l’Assemblée Nationale.

En permettant au *Rassemblement national* de dépasser les 30% des voix, les Français ont rendu leur verdict, et celui-ci est sans appel. [...] Dans un scrutin où le pouvoir aura jeté toutes ses forces dans la bataille, et ce jusqu’au président de la République, nos compatriotes ont exprimé une volonté de changement, mais aussi un chemin pour l’avenir. Le président ne peut rester sourd au message porté par les Français. L’écart inédit entre la majorité présidentielle et le premier parti d’opposition traduit un désaveu cinglant et un rejet clair de la politique conduite par Emmanuel Macron et son gouvernement. La fin d’un cycle et le jour un de l’après-Macron qu’il nous appartient de bâtir. L’un des moyens de Revenir au peuple, c’est la dissolution de l’Assemblée Nationale et de nouvelles élections.

À 21 heures, le Président de la République, se posant lui aussi en porte-parole du “peuple”, fait sa déclaration.

Françaises, Français. Vous avez eu ce jour à voter pour les élections européennes [...]. Le principal enseignement est clair : ce n’est pas un bon résultat pour les partis qui défendent l’Europe, dont celui de la majorité présidentielle.

Les partis d’extrême droite qui, ces dernières années, se sont opposés à tant d’avancées permises par “notre” Europe, qu’il s’agisse de la relance économique, de la protection commune de nos frontières, du soutien à

nos agriculteurs, du soutien à l’Ukraine, ces partis progressent partout sur le continent. En France, leurs représentants atteignent près de 40% des suffrages exprimés. [...] Pour moi, qui ai toujours considéré qu’une Europe unie, forte, indépendante est bonne pour la France, c’est une situation à laquelle je ne peux me résoudre. La montée des nationalistes, des démagogues, est un danger pour notre nation, mais aussi pour notre Europe, pour la place de la France en Europe et dans le monde. [...] Je ne saurais donc, à l’issue de cette journée, faire comme si de rien n’était.

À cette situation s’ajoute une fièvre qui s’est emparée ces dernières années du débat public et parlementaire dans notre pays, un désordre qui, je le sais, vous inquiète, parfois vous choque, et auquel je n’entends rien céder. [...] C’est pourquoi [...], j’ai décidé de vous redonner le choix de notre avenir parlementaire par le vote. Je dissous donc ce soir l’Assemblée nationale. [...]

Cette décision est grave, lourde, mais c’est avant tout, un acte de confiance. Confiance en vous, mes chers compatriotes, en la capacité du peuple français à faire le choix le plus juste pour lui-même et pour les générations futures ; confiance en notre démocratie. Que la parole soit donnée au peuple souverain, rien n’est plus républicain. [...] C’est un temps de clarification indispensable. [...]

Dans les prochains jours, je dirai l’orientation que je crois juste pour la nation. J’ai entendu votre message, vos préoccupations, et je ne les laisserai pas sans réponse. [...]

La France a besoin d’une majorité claire pour agir dans la sérénité et la concorde. Être Français est toujours se hisser à la hauteur des temps quand il l’exige, connaître le prix du vote et le goût de la liberté, agir quelles que soient les circonstances en responsabilité. C’est, au fond, choisir d’écrire l’histoire plutôt que de la subir. C’est maintenant.

Acte II — Dissolution de l’Assemblée Nationale

Coup de poker

On doit admettre que les résultats du scrutin aux Européennes ne laissent pas beaucoup de choix au Président. En se contentant de maintenir le statu quo, laissant en place le gouvernement et l’Assemblée dans sa composition, le fragile équilibre de la majorité présidentielle ne semble pas pouvoir être maintenu, le gouvernement serait renversé dès que s’ouvrira la discussion sur le budget, prévu en septembre. Emmanuel Macron a, semble-t-il, pris conscience de la défaite subie, mais il estime être à même de renverser la situation, créer les conditions d’un nouveau dynamisme, par ce qu’on peut choisir de nommer “un moment gaullien” ou “un coup de poker”, c’est selon.

Lors d’une conférence de presse organisée le 12 juin 2024, trois jours après la claque des

européennes et l’annonce de la dissolution, Emmanuel Macron dit avoir reçu le message des Français. « *Nous ne pouvons rester indifférents ou sourds* », il promet une nouvelle fois de « *gouverner différemment* ». Le 18 juin il confirme : « *J’ai compris le message de la défaite des européennes et j’en ai tiré des conséquences démocratiques. Si les Français nous refont confiance, ça ne pourra plus être comme avant. Nous devons être encore plus ouverts sur le fond des mesures comme sur la manière de gouverner.* »

Les duettistes alors sur le devant de la scène, Bardella et Macron, se prononcent ainsi en conjoint accord pour dissoudre l’Assemblée Nationale. Il faut « *revenir au peuple* », proclame l’un, « *que la parole soit donnée au peuple souverain* » assure

À propos du choix d’un gouvernement, Gérard Larcher, président du Sénat, conseille de temporer : « Il y a un besoin de sérénité et de responsabilité, dans l’intérêt du pays ». « Donnons-nous du temps pour que la raison l’emporte sur les pulsions ». Le temps ne manquera pas. Après maintes péripéties, Michel Barnier est désigné Premier Ministre par le Président de la République.

Réactions à la nomination du gouvernement

Du côté du *Nouveau Front Populaire*, on condamne un « *hold-up électoral* », « *la trahison du vote* » la « *violence de ce détournement démocratique* », la « *violence faite au peuple français* », le « *déni démocratique* » [dont le responsable ne peut être que “Macron”]. Dans un tract diffusé par la France insoumise, avant et après la nomination, il est précisé : « *Nous sommes la première force politique du pays. Le peuple a voté pour que notre programme soit appliqué dès maintenant, Macron tente de nier la volonté populaire exprimée dans les urnes et refuse de reconnaître la victoire du nouveau Front Populaire* »⁸. On insiste sur les résultats du scrutin législatif, le nombre d’élus à l’Assemblée, non sur la capacité à concevoir et promouvoir quel peut être l’intérêt général pour le pays.

Du côté du *Rassemblement National*, on tempore, on pose ses conditions. Jordan Bardella :

Nous jugerons sur pièces son discours de politique générale, ses arbitrages budgétaires et son action. Nous plaiderons pour que les urgences majeures des Français, le pouvoir d’achat, la sécurité, l’immigration, soient enfin traitées, et nous nous réservons tout moyen politique d’action si ce n’était pas le cas dans les prochaines semaines.

Les onze millions d’électeurs du *Rassemblement national* méritent le respect, c’est notre exigence première.

Du côté des citoyens

Parmi les électeurs ou affidés du *Nouveau Front Populaire* (Insoumis, gauche socialiste, Écologistes), certains entonnent le même refrain :

C’est un déni démocratique ; c’est fouler aux pieds le résultat des élections ; ne pas respecter le vote des Français ; le changement politique n’a pas été pris en compte ; le changement politique n’a pas été entendu ; aucune légitimité à un gouvernement (non NFP).

8. Faut-il rappeler, puisqu’il est question de victoire, de peuple et de démocratie, que si l’on se réfère au nombre de suffrages exprimés, le *Nouveau Front Populaire*, qu’on le déplore ou non, ne peut pas être aussi catégoriquement proclamé “première force politique du pays”.

Macron ne veut pas respecter le résultat des élections, confirmation de l’anti-démocratie de la macronie.

D’autres, quoique plus ou moins électeurs de ces courants, s’expriment de façon moins stéréotypée :

Je vote écologiste, mais quand j’écoute les orateurs de LFI ou du NFP, je pense qu’ils discréditent la gauche, j’ai un peu honte.

J’ai voté NFP, mais maintenant, il y en a marre, parler d’illégitimité c’est pas le problème, il faut voir où on en est, ce qu’il y a à faire pour s’en sortir.

Je trouve qu’ils sont immatures.

Indépendamment des choix partisans, on peut aussi estimer que les résultats des Législatives ne désignent pas spécifiquement le NFP et que compte tenu de la situation, il convient plutôt de chercher à construire en commun pour le bien du pays.

(Les résultats) Un tiers, un tiers, un tiers, en élus — et en voix, c’est le FN. Bon ce que ça veut dire, l’idée c’est de construire ensemble, pas se bloquer dans un extrême. Contester c’est nul, jamais construire mais ils ne veulent même pas discuter ensemble.

Plusieurs critiquent la position de partis qui ne considèrent que leurs intérêts particuliers, de parti ou de clan, au détriment de l’intérêt général :

Ce qui fait la légitimité, c’est l’intérêt général, disait de Gaulle, [...] Pour eux l’intérêt général, c’est dépassé.

Ils cherchent tous à se positionner avec des mots vides, la situation de la France ils s’en moquent.

Ils n’ont que des positions, pas de réflexion sur : où on en est ? et ce qu’il faut.

Darmanin : avec moi pas d’impôts, Attal : continuez avec moi, j’ai tout bon.

Pour le bien de l’ensemble, ne faudrait-il pas coopérer, échanger, discuter, plutôt que de se « *tirer toujours dans les pattes* ».

À part se tirer toujours dans les pattes, je ne sais pas s’ils savent faire autre chose.

Le service des Français est à voir en premier.

Il faut résoudre les difficultés (du pays).

Voir d’abord l’intérêt le meilleur pour notre pays, même si ce n’est pas son camp.

Tout faire pour que ça n’aille pas plus mal.

C’est en fonction de tels critères que le gouvernement Barnier peut être positivement apprécié :

Barnier il est à droite, il est pour l’Europe, c’est pas mon choix, mais au moins il fait de la politique, s’intéresse aux problèmes d’ensemble ; pas moi d’abord, il a quand même la stature d’un homme d’État, on n’en a plus, c’est pas que je dis c’était mieux avant, mais oui quand même.

Affaire non conclue. Encore à suivre !

Le *Rassemblement national*, en tant que groupe parlementaire plus ou moins unifié, est le parti qui a le plus grand nombre d'élus à l'Assemblée nationale, bien qu'il ne dispose que du troisième bloc parlementaire, derrière l'alliance de gauche du Nouveau Front Populaire (NFP) et le bloc central macroniste⁶. Aucune majorité absolue ne se dégage (277 sièges).

Il en manque une centaine pour le groupe disposant du plus grand nombre de sièges (NFP). Il ne peut ainsi revendiquer qu'une majorité très relative, et ne vient qu'au deuxième rang en termes de suffrages exprimés.

On pourrait arrêter là la tragi-comédie, mais la suite a contribué à révéler tout le contenu, cerise sur le gâteau, de ce que Macron visait à « clarifier »

Entr'Acte enchanté : Les Jeux Olympiques (26 juillet/11 Août et 28 août/8 septembre)

Après les législatives, quelle clarification ?

Gérard Larcher, président du Sénat (les Républicains) ne décolère pas :

Je croyais que le président devait clarifier le paysage politique... La situation à l'Assemblée nationale, composée de "trois minorités", est plus confuse que jamais. Cette dissolution est un gâchis extraordinaire pour le pays. On ne joue pas avec la France.

Du côté du *Rassemblement National*, on déplore les conséquences néfastes de la dissolution et les alliances électorales qui en ont résulté dans le but d'empêcher le *Rassemblement national* d'accéder au pouvoir, ceci au détriment du pays.

Jordan Bardella :

Ces alliances politiciennes contre-nature [sont destinées] à empêcher par tous les moyens [notre] arrivée au pouvoir. [Elles exposent] l'alliance du déshonneur et les arrangements électoraux dangereux passés entre Emmanuel Macron et Gabriel Attal avec les formations d'extrême gauche [qui] privent ce soir les Français d'une politique de redressement⁷. Je sais la frustration de millions de Français ce soir.

Sébastien Chenu :

Les macronistes finissent par faire élire le *Nouveau Front populaire*. On est bien dans un monde imaginé par Emmanuel Macron, dans un borborygme dans lequel il plonge la France.

La victoire ne sera cependant que partie remise pour Jean-Philippe Tanguy :

Vous avez provoqué cette catastrophe. Notre pays est malheureusement paralysé. Mais le *Rassemblement national* incarne plus que jamais la seule alternance.

6. Aux Législatives, le vote se fait selon un scrutin uninominal à 2 tours : les électeurs votent par circonscription pour un candidat et non une liste. Il n'y a de ce fait aucune proportionnalité entre le nombre de voix obtenues par un parti et le nombre de sièges qu'il obtient à l'Assemblée.

7. Jordan Bardella, indique le commentateur, use du verbe « priver » suggérant une sensation de vol dans les esprits des sympathisants.

Du côté du *Nouveau Front populaire*, la tonalité générale se célèbre surtout sur le registre de la victoire et de la légitimation démocratique, dans le style : « on est les champions », « on a gagné » (contre le FN et contre Macron). Par conséquent « c'est à nous que revient le pouvoir » :

Mélenchon :

Le NFP a conquis la place que le peuple lui a donné. Nous avons gagné contre le RN. C'est un vote de défiance populaire. C'est la défaite de Macron qui est confirmée, il doit s'incliner. Le président doit appeler le NFP à gouverner. Le NFP peut gouverner, c'est la gauche unie : autour d'une œuvre écologique et sociale.

Marine Tondelier :

Les résultats montrent une lutte victorieuse de la démocratie, nous allons réparer cette France.

Manon Aubry :

Victoire inattendue et inédite du *Nouveau Front Populaire*.

Bompart :

Le *nouveau front populaire* est arrivé en tête des élections législatives. Le président doit nommer un gouvernement constitué par le *nouveau front populaire*.

La désignation d'un Premier Ministre et du gouvernement

Après les Législatives, on ne peut retenir que la vacuité : pas de propositions posant des orientations politiques pour l'ensemble de la nation en fonction des données concrètes de la situation historique (économie, politique). Après la pantalonnade Ciotti, tout tourne pour l'essentiel autour de la question "à qui doit revenir le gouvernement nouveau ? : beaucoup de postulants, au moins un par courant, sans que les diverses fractions ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un nom, si ce n'est in extremis (avec Lucie Castets), après avoir renvoyé dans leurs foyers tous les autres prétendants.

l'autre. Quant à nous, tirons le meilleur parti d'un tel accord, pour, très modestement, redonner sinon la parole au peuple, du moins recueillir quelques commentaires et appréciations émanant de simples citoyens. La restitution de ces prises de position n'est pas l'expression en miettes d'un "échantillon représentatif" de la population. Dans leur appréciation de la réalité politique et sociale, les observations et jugements d'individus singuliers, [*locuteurs référents*] relevant de l'ordre commun, sont considérés pour eux-mêmes, leur intérêt n'étant pas envisagé ici comme inférieur, ou moins pertinent, que ceux émanant de commentateurs ou exégètes patentés.

La décision de dissolution : réactions de quelques citoyens²

La décision de dissolution a suscité une certaine perplexité, de l'inquiétude, voire un sentiment de "vertige", de perte des repères auxquels on s'était habitués.

De toute façon il n'y a rien de bon pour nous à en attendre.

C'est trop compliqué à comprendre. En tous cas, quoi que ce soit qui arrive, on est très mal barré.

Du fait qu'aucune vraie perspective politique ne se présente pour le pays, un principal responsable, ou fautif, de la situation peut ordinairement se trouver désigné : le Président de la République [ou « *Macron* »]. La décision de dissolution est perçue comme relevant de motifs personnels, orgueil, auto-centration, mépris du peuple, qui rendraient compte de son impéritie politique.

De la part de Macron, c'est du déni : c'est comme si c'est nous qui n'avions pas compris.

Macron est tellement orgueilleux. Il a raison, point. Le bateau coule, et lui, il perce un trou dans le fond, et il nous entraîne tous avec lui. Que faire ? Reste à tâcher que le trou soit le plus petit possible.

Macron a une façon de communiquer, qui montre du mépris, un mépris de classe : il se préoccupe de la forme, pas du fond, pas du contenu. Alors, ce sont des crétins ! ? C'est un jeu dangereux, c'est de la légèreté, il n'a jamais été un homme politique.

La dissolution. D'un président, on attend une vue stratégique ; pas un "coup". Il ne se demande pas vraiment ce qui va pouvoir arriver : il est sûr qu'il a raison, la réalité le reconnaîtra. Cette absence d'anticipation est pénible à voir.

Certains cependant, tout en en déplorant des effets contre-productifs, perçoivent les motifs qui ont conduit à la décision de dissolution :

2. Les propos retranscrits sont issus d'enquêtes directes et de retranscription de forums (radios, réseaux divers).

Macron s'est dit : foutu pour foutu, je mets les gens au pied du mur. Sauf qu'il ne sait pas où ça mène, il pense que cela fera peur et qu'il paraîtra plus acceptable. Cette façon, ça va plutôt faire l'effet inverse sur pas mal de gens.

La dissolution. Macron veut prendre de court ses opposants, mais c'est de la bidouille à l'aventure.

Au-delà de la personne et du "style" d'Emmanuel Macron, l'origine de la décision serait à mettre en relation avec le résultat des élections européennes et la position périlleuse dans laquelle se trouve le camp présidentiel. Anticipant l'accession au pouvoir du *Rassemblement National*, on craint ce qu'il pourrait en résulter pour la vie politique.

La probabilité que le RN soit au gouvernement est loin d'être nulle.

C'est catastrophique. Quel choix on a maintenant ? Le Front National va être au gouvernement, et après Le Pen présidente ?

[le *Rassemblement National*] Macron a-t-il pensé qu'une fois au pouvoir, on allait se rendre compte qu'ils étaient nuls ? Et s'ils ont une majorité relative, la France se retrouvera ingouvernable.

Je suis écoeuré. Saumâtre. Par les résultats du vote – même si je m'y attendais. Et par les réactions.

Si le RN est élu, LFI va manifester tous les jours, avec les débordements et la casse devenus habituels. Ça a déjà commencé.

Le RN au gouvernement, LFI poussera à de la violence dans le pays. [Pour aller vers quoi ?] Vers rien ! Et dans ce cas Bardella réagira par de la répression. Je crains Bardella, son visage lisse, sans expression, pas quelqu'un qui a des nuances et des scrupules.

Certains admettent qu'il ne convient pas d'imputer au seul Président de la République l'essor électoral du *Rassemblement National*.

Bon, ce n'est pas seulement lui qui fait monter le RN : les black-blocs dans la rue, en ce moment c'est tous les jours le bordel. Il y a vraiment un sentiment d'insécurité en général, et le RN met ça en avant.

Je ne suis pas étonnée du tout du score RN. Cela fait des années que je pense que les gens sont découragés des autres parce que la situation ne s'améliore pas, au contraire, et ils voudront essayer le vote RN.

On peut aussi ouvertement souhaiter la venue au pouvoir du *Rassemblement National*. Convient-il d'ailleurs d'imputer à ce parti tout le mal qui peut advenir ?

Le RN va passer. Tout ce qu'il reste à essayer, c'est voter RN.

On dit qu'avec le RN, l'économie ça n'ira pas. Mais de toutes façons, ça ne va pas, les prix augmentent, et tout va à vau l'eau, rien ne marche bien.

Indépendamment de “Macron”, la situation, “l’ambiance” générale en politique est devenue détestable, plus spécialement au sein de l’Assemblée Nationale, censée regrouper des représentants du peuple, et on ne sait plus ce qu’on peut attendre des courants organisés.

Il n’y a plus de débats, à quelques exceptions près. Des débats où on s’écoute, même lorsque on n’est pas d’accord. Aussi bien dans le privé que dans les débats télé-radio. Ils martèlent ce qu’ils ont à dire, souvent ça vole pas bien haut, ils s’invectivent ; mais ça n’avance pas.

Acte III Législatives

Premier tour et entre-deux tours

Les divers clans en présence, plus spécialement à gauche (mais sans doute aussi le RN) ne sont pas vraiment préparés à une échéance anticipée. La perspective d’une potentielle victoire du *Rassemblement National* aux Législatives provoque une onde de choc au sein des divers partis.

Les quatre partis de gauche constituent en grande hâte une coalition à vocation électorale (France insoumise, Parti socialiste, Parti communiste, Écologistes), ils concoctent dans la foulée une plate-forme commune, en dépit de leurs profondes divisions, pour rester dans l’euphémisation. À l’initiative de François Ruffin, une coalition se constitue sous l’intitulé *Front Populaire*, intitulé réapproprié par Jean-Luc Mélenchon. Par une politique de désistement, on vise à “barrer la route” au *Rassemblement National*, tout en espérant réduire le groupe présidentiel à la portion congrue. Se demander quelles sont les raisons de l’accroissement du nombre des suffrages pour ce parti n’est pas au cœur des préoccupations.

La tactique consistant à faire « barrage » au *Rassemblement National* s’élargit en Front républicain, avec participation du parti présidentiel et de ses alliés et d’une partie de la droite (non ciottiste). Il n’existe pas de véritables programmes politiques tenant compte des données de la situation et de propositions cohérentes pour l’ensemble de la société, [ou comme le disent des citoyens « dans l’intérêt du pays »]. On se borne à des mesures, des promesses, c’est la course à l’échafaud, le « y’a qu’à », « faut qu’on », « fallait pas que ».

L’appréciation de citoyens

Si les divers blocs en présence escomptent que les porteurs de suffrages vont naturellement soutenir leurs visées, il n’est pas certain que les électeurs soient tous enclins à le faire dans l’enthousiasme.

C’est contre ce que doit être une Assemblée qui discute la politique et décide des lois. Ça ne sert qu’à crispier encore plus les uns contre les autres.

Ce qui se passe au niveau mondial et pas seulement en France figure parmi les sources de préoccupation.

J’ai travaillé toute ma vie, et quand je vois ce que devient la France... Remarque, c’est dans le monde entier. Trump va repasser : il fera quoi ? On sait pas. Les Juifs et les Arabes ils se massacrent, et ça durera jusqu’à la fin des temps. La Russie et l’Ukraine, ils se foutent sur la gueule, pareil. Et la Chine...

Certes, on ne peut pas négliger le droit de vote, il faut voter. [Aux législatives], il va falloir trier, bien étudier les programmes. Parce que ça ne va pas être facile.

L’incertitude, le doute pourtant ne sont pas absents

Autour de moi, les gens ne savent pas quoi penser.

C’est un peu pareil la même chose, à part qu’ils sont contre le Front National.

De façon, Il n’y a pas d’orientation cohérente pour ce qui va venir.

On peut dire que ça bouge, partout. On va avoir droit aux tractations pour les places ! À quoi sont-ils prêts les uns et les autres ?

Les citoyens électeurs hostiles à une accession au pouvoir du *Rassemblement National* vont dans l’ensemble cependant soutenir la tactique du “barrage”, ce qui ne signifie pas nécessairement adhésion pleine et entière aux propositions des autres blocs. Plusieurs sondages ultérieurement publiés signalent à cet égard la méfiance générale qui s’expose envers tous les partis politiques (82% des Français), « on n’en attend pas grand-chose »³.

Les Insoumis et Mélenchon sont particulièrement visés :

Sinon, les autres ça vaut pas mieux, t’as Mélenchon : c’est le n’importe quoi. Le genre qui vocifère et qui pousse à la révolte, mais ça ne rime à rien.

Mélenchon, c’est la vindicte continuelle, maintenant il n’hésite plus à jouer sur l’antisémitisme : c’est pas la politique ça, c’est du racolage.

Quant à ce Front Populaire, qu’est-ce qui est possible à partir de ce qui existe ? Je me demande bien.

Dans le cadre des propos limités, ici recueillis, on note que le Parti socialiste, les Républicains, sont

3. Voir entre autres le sondages *Odoxa*, *Blackbone Consulting* et le *Rapport du CESE*.

peu mentionnés, comme s’ils étaient devenus absents de la scène politique.

Les socialistes, où ils sont ?

La droite, ils n’ont pas de couilles. Et il n’y a plus de jeunes chez eux.

LR est en deux morceaux, en crise.

Les électeurs, voire “le peuple” lui-même, peuvent se trouver mis en cause :

Le peuple ne pense que son-pou-voir-d’achat. Faut penser un peu au-dessus.

Les gens veulent beaucoup, et se découragent tout de suite. Les jeunes sont ignorants de beaucoup de choses, l’histoire, la vie. Les nouvelles générations n’ont pas vécu ce que nous avons vécu. [...] Nous, dans les années 60, on se serrait la ceinture ; t’as un boulot qui est dur, mais t’as un boulot, après tu auras mieux. Quand je veux épater le pékin, je leur dis que ma femme a arrêté de travailler à 80 ans... parce qu’on l’a licenciée : ha ha !

Résultats des élections législatives (principaux groupes)

Premier tour

RN Rassemblement National	9 377 297 voix	29,25 % des inscrits
UG Union de la gauche	8 974 566 voix	28,06 % des inscrits
ENS Ensemble (Majorité présidentielle)	6 425 226 voix	20,04 % des inscrits
LR Les Républicains	2 104 918 voix	6,57 % des inscrits
UXD Union de l’extrême droite	1 251 210 voix	3,90 % des inscrits

Second tour

RN Rassemblement National	8 744 414 voix	32,05 % des inscrits
Nouveau Front Populaire	7 005 512 voix	25,68 % des inscrits
ENS Ensemble (Majorité présidentielle)	6 314 525 voix	23,15 % des inscrits
LR Les Républicains	1 474 722 voix	5,41 % des inscrits
UXD Union de l’extrême droite	1 364 947 voix	5,00 % des inscrits

Bilan du scrutin

En continuité avec le scrutin européen (liste Bardella 31% des suffrages), la progression des voix attribuées au premier tour au *Rassemblement National* a poursuivi sa progression (à comparer au score des Législatives de 2022 : 18,7%), une décre relative est enregistrée au second tour. La progression est notable dans toutes les catégories socio-professionnelles et dans toutes les régions, plus spécialement dans les milieux ruraux et péri-urbains, les villes petites et moyennes⁴. Seules les principales métropoles et leurs banlieues sont à l’écart de ce raz-de-marée.

Les principaux chiffres (en nombre de voix et en sièges) du second tour confirment la tendance, bien que, suite au “tir de barrage” conjugué des organisations de gauche et du centre, les résultats soient inférieurs pour le *Rassemblement National* à ceux du premier tour, en chiffres absolus (élus déjà désignés au premier tour). Ce bloc obtient à l’Assemblée Nationale 55 sièges de plus qu’en 2022.

Le nombre des électeurs ayant voté pour le *Rassemblement National* avait été au premier tour

de 9 377 297 voix, soit 29,25% des suffrages exprimés⁵. Il est au second tour de 8 744 414 voix, soit 32,05% des suffrages. En nombre de voix le *Rassemblement National* est toujours en tête, mais ne disposera finalement que de 125 sièges à l’Assemblée.

Le nombre de voix obtenu pour le *Nouveau Front populaire* est nettement inférieur à celui du *Rassemblement National* : au premier tour il était 8 995 226 voix (28,06% du corps électoral), au second tour de 7 005 512 voix, soit 25,68%. Bien que le nombre de suffrages obtenus par le NFP soit inférieur celui du RN, le nombre de sièges obtenu est supérieur : 178.

Un résultat inespéré est obtenu pour *Ensemble* (ex-majorité présidentielle). Ils obtiennent au premier tour 6 425 226 voix, soit 20,04% des suffrages. Et au second tour : 6 314 525 voix, soit 23,15%. Le nombre de sièges s’élève à 150, derrière celui du *Nouveau Front Populaire*, mais loin devant celui du *Rassemblement National*, (bien que le nombre de suffrages exprimés en la faveur de ce parti, soit très supérieur en nombre de voix).

5. Avec 33% au premier tour (avec les “ciottistes”), le *Rassemblement national* et ses alliés s’étaient placés en tête le 30 juin devant le *Nouveau Front populaire* (28,06%) et *Ensemble* (20,04%). 39 députés RN avaient été élus et leurs candidats s’étaient qualifiés pour le second tour dans 446 circonscriptions.

4. Voir Jérôme Fourquet, *la France d’après. Tableau politique*, Préface à l’édition de poche, Editions du Seuil, 2024.